Chapitre 3

Grand-Est

Superficie (km²) : 57 433	PIB 2015 (milliards €) : 148,9
Densité (hab./km²) : 97	PIB/emploi 2015 (€) : 69 791
Population 2015 : 5 560 405	Taux de chômage 1er trim. 2016 (%) : 10
Population 1990 : 5 274 064	Capitale régionale : Strasbourg
Évolution de la pop. 1990-2015 (%) : + 5	Fusion : Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine

Le 4 avril 2016, le nouveau Conseil régional de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine adoptait le nom de cette nouvelle entité administrative née de la réforme territoriale. Quatre noms étaient ressortis d'un groupe de réflexion, sur une proposition initiale d'une cinquantaine : « Rhin-Champagne », « Acalie », « Nouvelle-Austrasie » et « Grand-Est ». C'est cette dernière dénomination qui a eu la faveur des habitants qui se sont exprimés, peu nombreux, par vote informatique. Ce nouveau nom, « Grand-Est », ne porte aucune identité régionale et pose des questions d'ordre géographique car il renvoie à la situation française de la Région : à l'échelle du Bassin parisien, elle est bien à l'est ; mais à l'échelle de la France métropolitaine, elle est bien au nord-est. La DATAR regroupait d'ailleurs dans une entité spatiale dite « nord-est » les régions Lorraine, Alsace, Bourgogne et Franche-Comté. La nouvelle Région se localise ainsi en bordure nord-est du territoire métropolitain, pour partie en position frontalière avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse, au cœur du plus grand bassin européen de populations – 40 % de la population européenne est à moins de 500 km des principales agglomérations régionales – et d'emplois.

Néanmoins, le Grand-Est est une Région abstraite, créée sur le papier à Paris, largement imposée mais rejetée par une grande partie de ses habitants et de ses élus. Elle doit faire face à un enjeu de cohésion régionale, d'autant que ses acteurs ont peur de la disparition des spécificités culturelles héritées qui sont devenues identitaires. En effet, cette nouvelle entité régionale – mal perçue car polycentrique – est constituée de territoires juxtaposés, aux

faibles relations internes et dépendantes souvent pour beaucoup de dynamiques extérieures, franciliennes pour la Champagne-Ardenne ou rhénanes pour la Lorraine et l'Alsace.

Le Grand-Est se présente ainsi comme une Région paradoxale et contrastée, marquée par des héritages différents selon les espaces, dont l'intégration au territoire national est parfois moins aboutie que l'intégration au territoire communautaire, qui est de plus un moteur récent des dynamiques démographiques et économiques. De ces grandes caractéristiques naissent des structures socio-économiques et spatiales originales : certaines, industrielles et urbaines, sont héritées, tandis que d'autres sont étroitement liées à l'essor d'espaces transfrontaliers dont le développement a été accéléré par l'espace Schengen qui permet la libre-circulation depuis 1995. En conséquence, il existe de fortes disparités intrarégionales entre une métropolisation renforcée par la réforme territoriale, des espaces en recomposition économique et des marges qui soit se maintiennent, soit sont encore un peu plus marginalisées.

Une région paradoxale et contrastée

Géographiquement, le Grand-Est peut être défini comme un espace de l'entre-deux – géologique, climatique, hydrographiques, culturel, linguistique et historique – entre système atlantique à l'ouest et système rhénan à l'est, comme en témoigne, par exemple, l'affirmation d'une certaine continentalité au fur et à mesure que l'on progresse vers l'est.

Le Grand-Est, un espace de l'entre-deux

Géologiquement, le Grand-Est se déploie sur tout l'est du Bassin parisien, dont les assises sédimentaires occupent les trois quarts de la superficie régionale (Champagne, plateau lorrain), le massif ancien des Vosges et, tout à l'est, le bassin d'effondrement du Rhin, fleuve frontalier avec l'Allemagne. Dans ce cadre général, deux sous-ensembles naturels régionaux peuvent être différenciés de part et d'autre de la vallée de la Meuse qui sert de charnière.

À l'ouest dominent pour l'essentiel de bas plateaux calcaires et la grande plaine crayeuse de la Champagne qui s'étend entre la côte de Champagne (Reims, Épernay et le vignoble) à l'ouest et la côte des Bars à l'est. Ce vaste espace – drainé du nord au sud par l'Asine, la Marne, l'Aube et la Seine – appartient au bassin hydrographique de la Seine, et donc au système atlantique. Afin de régulariser les crues de la Seine, parfois catastrophiques (*cf.* crue de 1910), et protéger Paris des inondations, plusieurs grands barrages-réservoirs ont été construits à partir des années 1960 : Lac d'Orient (dépt. de l'Aube, 1966), Lac du Der-Chantecoq (dépt. de Marne et de Haute Marne, 1974), Lacs d'Amance et du Temple (dépt. de l'Aube, 1990). Correspondant à l'ancienne Région Champagne-Ardenne, cet espace – organisé par des axes d'orientation ouest/est – est géographiquement et historiquement très largement tourné vers Paris et l'Île-de-France.

À l'est, la configuration du système régional est tout autre. L'élévation progressive des altitudes moyennes, la vigueur des côtes (côtes de Meuse et côte de Moselle) et l'orientation méridienne des reliefs créent de fortes discontinuités et bascule le système hydrographique vers l'Europe rhénane. Prenant sa source dans le Bassigny (Haute-Marne), la Meuse coupe ainsi transversalement toute la région (Commercy, Verdun, Charleville-Mézières) pour rejoindre au nord le massif des Ardennes, pour traverser ensuite la Wallonie belge puis les Pays-Bas où elle rejoint le Rhin inférieur. La Moselle, qui prend sa source dans le sud du plateau vosgien, draine toute la Lorraine centrale (Toul, Nancy sur son affluent la Meurthe, Metz, Thionville) pour traverser ensuite le Luxembourg et le Palatinat allemand et se jeter dans le Rhin à Coblence. Enfin, tout à l'est, le fossé alsacien est drainé par le Rhin, qui prend sa source en Suisse dans le canton des Grisons, pour se jeter aux Pays-Bas dans la mer du Nord (Rotterdam) après avoir drainé toute l'Allemagne occidentale. Ces structures y expliquent l'axialisation des dynamiques régionales autour de deux grands axes nord/sud structurants : le sillon mosellan (Nancy/Metz/Thionville) en Lorraine, le couloir rhénan en Alsace.

Mais entre ces deux grands axes, les liaisons transversales s'avèrent peu faciles car les Vosges – un massif ancien hercynien rajeuni lors de la surrection alpine et culminant au Grand Ballon (1 424 m) – forment une barrière interne, qui fut une frontière fermée entre 1870 et 1918 et encore lors de la Seconde Guerre mondiale. Peu de routes la traversent et celles existantes sont de petit gabarit, des départementales, sinueuses et passant par des cols parfois assez élevés (col de la Schlucht : 1 139 m ; col du Bonhomme : 949 m). Seul le tunnel de Saint-Dié échappe à cette règle. Les liaisons est-ouest de part et d'autre du massif sont donc peu intenses, sauf au col du Bussang, au sud, de plus faible altitude (731 m). De plus, ces cols sont souvent difficiles d'accès en hiver du fait de l'enneigement, voire fermés à la circulation.

La valorisation des ressources naturelles comme leviers urbains et industriels

Géologiquement, le Grand-Est bénéficie de ressources naturelles (eau pour le textile vosgien) et minières importantes et diversifiées, largement exploitées, qui furent à la base de sa puissance économique et industrielle (chimie, sidérurgie, etc.) et constituèrent d'importants bassins spécialisés : charbon du bassin du Nord-Moselle (Forbach) qui se continue du côté allemand sur la Sarre, mines de fer du Nord-Lorraine, potasses du Sud-Alsace, sel de Sarralbe et du Lunévillois, etc. Les parties septentrionale et orientale de la région, notamment la vallée de

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

la Meuse, le sillon mosellan, le fossé rhénan et les vallées vosgiennes ont été ainsi parmi les berceaux français de la révolution industrielle.

Mais, si les industries y sont encore très présentes aujourd'hui (*cf.* grandes papeteries à Golbey, Épinal dans les Vosges, etc.), nombre de ces premiers bastions industriels ont disparu, sous les effets des mutations techniques et technologiques ou de la concurrence internationale (*cf.* délocalisation du textile dans les pays à bas salaires, etc.).

Une région marquée par le poids des héritages historiques

Un entre-deux, objet de rivalités, tensions et conflits

Historiquement, les espaces du Grand-Est fonctionnent comme un entre-deux, parfois à la recherche de sa propre autonomie selon les périodes historiques, où se rencontrent et, souvent, s'affrontent Royaume de France et Empire(s) germanique(s). De ce processus découle une forte différence interne entre l'ouest et l'est. L'ouest est organisé en particulier autour de Reims, ville du sacre des Rois de France, et de la Champagne, dont le Duché est incorporé au Royaume par Philippe le Bel dès 1284. L'est, c'est-à-dire l'Alsace, est une vieille terre rhénane du Saint-Empire romain germanique de 962 à 1648, date de son rattachement à la France par le traité de Westphalie avant que le IIe Reich, de 1871 à 1918, puis le IIIe Reich nazi, de 1940 à 1945, n'en prennent le contrôle respectivement durant les Première et Seconde Guerres mondiales.

Face à ces deux systèmes, cette terre de glacis, de frontières recomposées et d'affrontements meurtriers a parfois connu sa propre autonomie. Citons par exemple l'Austrasie mérovingienne (511-751), qui a vu naître la dynastie des Carolingiens, avec pour capitale Reims puis Metz ; la Lotharingie, Royaume éphémère fondé par Lothaire II, arrière-petit-fils de Charlemagne, de 855 à 880 ; le Duché de Lorraine souverain de 1542 à 1766, date de son intégration au Royaume de France ou encore la puissance des Trois Évêchés de Metz, Toul, Verdun aux XVIe et XVIIe siècles.

Le poids de la présence militaire dans le Grand-Est

La fonction militaire a été dans le Grand-Est une fonction régalienne particulièrement structurante jusqu'aux remaniements de la carte militaire qui se sont accélérés avec la fin de la Guerre froide (dissolutions de régiments, fermetures de bases et installations, etc.). Le Grand Nord-Est a en effet polarisé la moitié des réductions d'effectifs depuis les années 2000, en particulier la Lorraine et la Champagne (Metz, Reims, Commercy, Dieuze, Bitche, Châlons-en-Champagne, etc.). Par exemple, Colmar a compté jusqu'à six casernes, une seule étant encore [illegible] ont été soit démolies et remplacées par des immeubles d'habitations, par un cinéma, par des parkings, soit réhabilitées en parc d'activités ou en cité administrative.

Pour autant, la fonction militaire demeure importante. Ainsi, Metz et Strasbourg sont des villes militaires de premier ordre, la première portant le commandement de la Zone de Défense Est, la seconde étant le quartier général du Corps européen de Défense. De plus, de nombreuses petites et moyennes villes gardent encore des casernes dans lesquelles brigade ou régiment sont encore présents, principalement en Alsace (Haguenau, Mutzig, Illkirch-Graffenstaden, Colmar, etc.) et en Lorraine (Bitche, Dieuze, Étain, Épinal, Toul, Sarrebourg, Thionville, Woippy, etc.), sans oublier les grands camps militaires des anciennes landes de la Champagne crayeuse, Mailly, Mourmelon et Suippes. Localement, cette fonction militaire joue un rôle démographique, économique, culturel et social tout à fait considérable.

Néanmoins, si les héritages architecturaux de ce passé glorieux sont un élément du dynamisme touristique régional, ce sont bien les legs de l'époque contemporaine qui sont les plus prégnants : vastes massifs forestiers des glacis frontaliers (Ardennes, Argonne, Vosges…), qui couvrent 35 % du territoire régional, grands monuments des champs de bataille de la Première Guerre mondiale (Verdun…), camps de concentration nazis de Natzweiler-Struthof dans les Vosges alsaciennes… L'importance des postes frontaliers, non gardés aujourd'hui dans le cadre des accords Schengen, et des installations militaires – devenues plus ou moins pittoresques (forts de la ligne Maginot construite entre 1929 et 1934), voire touristiques avec le classement en 2008 au patrimoine mondial de l'UNESCO des fortifications Vauban (*cf.* citadelles de Longwy et Neuf-Brisach) ou de Verdun – est un héritage à double tranchant.

Un glacis frontalier aux structures spatiales et économiques bien spécifiques

La fonction défensive de frontières fermées a exigé l'établissement de villes militaires (Verdun, Toul, Metz…), fonction très souvent stérilisante et dont les villes portent encore largement les traces dans leur espace urbain, comme ces nombreuses casernes devenues pour beaucoup des friches.

La fonction de défense a orienté les réseaux de transport parallèlement à la frontière, ou en arrêtant leur tracé parfois à la frontière. Ainsi, le Rhin demeure un obstacle aux échanges du fait du faible nombre de ponts qui le traversent aujourd'hui encore, malgré de nombreux travaux de construction ces dernières décennies. Des ruptures techniques existent aussi : voltage différent des lignes de chemin de fer entre la France et l'Allemagne, ou inversion des sens de circulation des trains – qui roulent à droite en Alsace-Moselle, comme en Allemagne, mais à gauche ailleurs en France – d'où les « sauts-de-mouton » ferroviaires tel celui de Pagny-sur-Moselle. La ligne frontière, non

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

systématiquement matérialisée, se voit pourtant toujours dans les paysages par les différences de parcellaires, d'habitats… Enfin, au plan économique et industriel, la menace permanente de l'invasion s'est souvent traduite aux XIXe et XXe siècles par un effet d'éviction stratégique : les arsenaux, les industries militaires, l'électronique de défense, l'aéronautique ont été mis à l'abri dans la profondeur du territoire national (Bourges, Tulle, Roanne, Toulouse, Bordeaux, etc.), privant ainsi le Grand-Est d'une base économique largement novatrice.

Le patrimoine historique est aujourd'hui mis en valeur pour un tourisme avant tout culturel et gastronomique, avec une forte présence étrangère puisque 37 % des nuitées sont effectuées par des touristes étrangers, surtout issus des pays voisins. Certaines spécificités culturelles offrent également une forte attractivité, tels les marchés de Noël de Metz, Strasbourg ou Colmar. Grâce à eux, les villes régionales réalisent le tour de force d'attirer une masse touristique conséquente (3 millions de visiteurs par an dans les marchés de Noël en Alsace) sur la période de l'Avent, à une époque de l'année habituellement dépourvue de touristes.

Couple franco-allemand et construction communautaire : le basculement du statut des frontières

Avec la construction communautaire et le rapprochement franco-allemand des années 1950-1960, la pacification du glacis frontalier et l'ouverture des frontières constituent un retournement géohistorique majeur. On assiste alors à un changement spectaculaire dans les stratégies d'utilisation de la situation géographique de cette région frontalière : la position de marche devient un atout. La défonctionnalisation des frontières (ouverture, démilitarisation…) renforce leur caractère d'interfaces, tout en n'effaçant pas cependant les gradients socio-économiques qui existent de part et d'autre de la frontière. De plus, les relations avec Paris et l'espace national évoluent alors dans le sens d'une plus grande autonomie, les espaces frontaliers s'appuyant non sur cette relation centralisatrice centripète, mais sur des stratégies transfrontalières centrifuges.

Cette évolution est renforcée par les lois de décentralisation de 1982 et les programmes communautaires Interreg qui appellent à la collaboration entre régions frontalières. Mais, d'une part, en donnant de nouveaux pouvoirs aux collectivités territoriales, certains conflits de compétences portant sur la coopération transfrontalière peuvent apparaître. D'autre part, l'administration française, dans sa conception unitaire et centralisatrice de l'État, a du mal à gérer la situation spécifique des régions frontalières malgré ces nouvelles règles. Enfin, comme l'illustrent la question du contrôle des flux de migrants clandestins ou la montée des tensions liées aux attentats terroristes de 2015-2016, certaines fonctions frontalières peuvent être rétablies, au moins partiellement au nom de la sécurité nationale (*cf.* contrôles douaniers et policiers).

Un entre-deux intégré par des réseaux logistiques nationaux et européens

La région Grand-Est est bien connectée à différentes échelles par les réseaux de transports, mais présente des discontinuités internes majeures qui limitent le développement d'une entité régionale intégrée et cohérente. Aux échelles nationale et européenne, la connexion est réalisée par d'importants réseaux de transports, modernes et rapides, formant d'importants couloirs logistiques.

Un système logistique puissant et diversifié connecté à l'espace communautaire

Au plan autoroutier, si l'A4 (Paris/Reims/Strasbourg) a bien une orientation ouest/est, trois grands axes méridiens nord/sud jouent un rôle majeur à l'échelle régionale et européenne : la A4 en Champagne, l'A31 en Lorraine, qui relie le couloir rhodanien au Luxembourg *via* le Sillon lorrain, et la A35 qui dessert le fossé rhénan et au-delà la Suisse au nord de l'Allemagne. Ces deux dernières ont un trafic important et frisent parfois la saturation (Nancy/Metz, contournement de Strasbourg…).

L'aménagement ferroviaire a été précoce et renouvelé depuis les années 2000 par les lignes à grande vitesse (LGV). Le Grand-Est en compte deux : la ligne est-européenne Paris/Strasbourg/Allemagne et la ligne Rhin/Rhône Alsace/Méditerranée qui comporte cependant encore des sections classiques. Au plan territorial, ces lignes LGV ont deux effets majeurs. Premièrement, elles sont très discriminantes par leur impact sur le statut des villes qu'elles desservent. Si Strasbourg, Mulhouse ou Reims en profitent pleinement en devenant des nœuds majeurs d'interconnexion, parfois les rivalités entre collectivités se sont traduites par des choix bien moins convaincants. Ainsi, certaines nouvelles gares sont excentrées par rapport aux agglomérations qu'elles desservent. Située en plein champ à mi-distance de Bar-le-Duc (30 km) et de Verdun (25 km), la gare TGV-Meuse doit son relatif succès à l'attrait historique de Verdun et du tourisme de mémoire sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Pour sa part, la gare Lorraine TGV est installée à Louvigny, soit à 27 km de Metz et 37 km de Nancy, et la médiocre fréquentation des lignes de province à province a conduit à la concentration du trafic sur la liaison à Paris, alors que l'implantation de la gare n'a produit aucun développement économique pour la commune elle-même. Deuxièmement, le réseau ferroviaire à grande vitesse a fortement accentué l'influence parisienne : Metz ou Nancy sont dorénavant à une heure de Paris. Reims, à moins de trois quarts d'heure, joue donc la carte de la « grande banlieue » comme en témoignent son dynamisme immobilier ou le développement récent de Science Po Paris qui y transfère une partie de ces 1ers cycles de formation.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Dans un espace fortement marqué par la continentalité, un important effort a été réalisé dans la construction d'un réseau de voies navigables à grand gabarit qui draine ainsi une partie de ce territoire vers le Rhin et Rotterdam grâce à des ports fluviaux parmi les plus grands de France : le port autonome de Strasbourg (2e port fluvial national, trafic de 7,4 millions t./an), les ports de Mulhouse-Rhin (3e rang, 6 millions t./an), les ports de Moselle (nouveau port de Metz, premier port céréalier fluvial de France, port de Thionville-Illange, premier port de produits métallurgiques de France, 5,8 millions t.). Ces ports ont été rénovés en développant des quais à conteneurs qui favorisent l'intermodalité alors que leurs autorités de gestion ont souvent fusionné.

En revanche, une seule plateforme aéroportuaire a une envergure européenne grâce à sa position transfrontalière : l'aéroport trinational de Bâle-Mulhouse-Fribourg (France, Allemagne, Suisse). 7e aéroport français, il est passé en quinze ans de 3,7 à 7 millions de passagers par an grâce à l'installation de la compagnie *low cost* Easy Jet. À l'opposé, le trafic de Strasbourg-Entzheim – propriété de la Chambre de Commerce de Strasbourg – s'est effondré de moitié sous les effets de la concurrence du TGV, obligeant à ouvrir des lignes aériennes vers de nouvelles destinations touristiques (Rome, Dublin, Madrid, Prague, etc.) afin de compenser la perte de la clientèle des hommes d'affaires. Enfin, alors que l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine présente un trafic marginal, l'aéroport de Vatry – un ancien aéroport militaire désaffecté et transformé en aéroport civil à 20 km au sud de Châlons-en-Champagne – n'a jamais réussi à s'imposer dans le fret.

Le rôle déterminant des logiques méridiennes nord/sud

Le système logistique régional du Grand-Est est donc organisé selon une double logique d'articulation – longitudinale, c'est-à-dire ouest/est, et latitudinale ou méridienne, c'est-à-dire nord/sud – dont les échelles de fonctionnement et d'interaction n'ont pas la même portée.

En effet, les liens est/ouest fonctionnent pour l'essentiel dans des échelles régionales et nationales et portent au total sur des flux assez médiocres. Le seul grand axe bien équipé (autoroutes et TGV) est l'axe Paris/Reims/Nancy-Metz/Strasbourg. Les autres liaisons sont plus difficiles et plus lentes, notamment du fait des reliefs (Vosges, cuestas du Bassin parisien), des distances (distance-coût et distance-temps) et de l'absence de grandes infrastructures de liaison. Un trajet Colmar/Châlons-en-Champagne en voiture dépasse les 3 h 30, bien plus encore en train. Ces difficultés de liaisons intrarégionales sont particulièrement importantes concernant les trains régionaux (TER), dont l'organisation et le développement ont été pensés dans le cadre spatial des anciennes Régions, aujourd'hui fusionnées. Cette situation se vérifie surtout pour la Région Champagne-Ardenne, du fait d'une déconnexion entre les réseaux de Troyes-Chaumont, Reims, Châlons-en-Champagne et

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Charleville-Mézières alors que les réseaux régionaux Alsace et Lorraine sont au moins en partie reliés au nord. L'un des grands défis d'avenir pour la nouvelle Région est de refonder un système d'interconnexions efficaces à l'échelle infrarégionale.

À l'opposé, les axes logistiques nord/sud du Grand-Est s'inscrivent directement – comme au Moyen Âge – dans des systèmes d'échelle continentale qui y expliquent l'importance des flux de transit. À l'ouest, l'axe autoroutier de l'A26 – Reims/Chalons/Troyes, qui traverse la Champagne, sert d'axe de contournement de l'Île-de-France et vise à alléger le trafic de transit international sur les autoroutes du nord et du sud menant à la capitale, souvent saturées. Au centre, l'axe lorrain de l'A31 relie le Luxembourg et la Belgique au nord à la Bourgogne, à Lyon et à la Méditerranée au sud. Enfin, à l'est, le couloir alsacien s'avère le plus complet au plan modal (A35, ferroviaire, fluvial) et le plus chargé en reliant l'Europe du Nord (Ports du Benelux, Allemagne) et l'Europe du Sud (Italie, Espagne), soit *via* la Suisse (accès aux grands cols et tunnels alpins – *cf.* Brenner et Simplon), soit *via* la Bourgogne. Tant le Sillon lorrain Nancy/Metz/Thionville que le sillon alsacien, qui correspondent aux zones de plus forte population, connaissent de ce fait des problèmes de saturation tant routière que ferroviaire, liés à la coexistence de trafics locaux, régionaux, nationaux et internationaux en particulier au droit des agglomérations qu'ils traversent.

Aujourd'hui, sur la rive alsacienne du Rhin, la modernisation progressive de l'autoroute A35 et l'instauration d'une taxe poids lourds du côté allemand du Rhin conduisent à des reports de forts trafics routiers de transit, alors que l'itinéraire Bâle-Mulhouse-Metz est un itinéraire de fret ferroviaire précieux aux débouchés de la Suisse.

Des particularismes régionaux ancrés dans l'histoire, les cultures et les territoires

Dans cette marge frontalière connectant et intégrant des espaces culturels et linguistiques à la fois francophones et germanophones, une histoire souvent conflictuelle et mouvementée a conduit à l'essor de forts particularismes régionaux. En effet, du fait de leur éloignement au centre, de leur histoire souvent originale et de leur proximité avec d'autres aires culturelles, ces espaces ont développé des identités régionales fortes qui peuvent donner naissance à des revendications spécifiques. Ainsi, 20 % des habitants du Grand-Est parlent ou comprennent une langue régionale (alsacien, platt, roman, champenois, welche…), mais avec des différences internes marquées.

Dans l'est, de culture germanique, les langues régionales sont perçues comme des outils culturels, économiques et sociaux permettant un lien majeur à l'Allemagne voisine ; dans l'ouest, de culture francique, à proximité

de l'Île-de-France, les langues régionales sont perçues dans le cadre d'une relation affective et patrimoniale et ne sont plus que des reliquats. Aussi, en Alsace, l'alsacien est-il encore parlé par 600 000 personnes, soit un tiers de la population des deux départements, Haut et Bas-Rhin, tandis que l'apprentissage de l'allemand est favorisé dès l'école primaire par un réseau d'écoles bilingues.

Les héritages spécifiques de la « période allemande » de 1871-1918 en Alsace-Moselle

Au niveau juridique, le droit local en Alsace-Moselle est un héritage de la « période allemande » du IIe Reich (1871-1918), période durant laquelle ces territoires n'ont pas connu les changements majeurs introduits dans le reste de la France par la IIIe République (*cf.* Loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905), notamment en termes de laïcité, de droit associatif... Par exemple, ces trois départements (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) demeurent sous le Concordat de 1801 : les ministres des cultes y sont encore rémunérés par l'État et assimilés à des fonctionnaires et les établissements scolaires publics proposent des enseignements religieux aux familles qui le souhaitent, dans la religion qu'elles souhaitent.

D'autres particularités sont notables : il y existe un régime local de sécurité sociale très avantageux auxquels les salariés demeurent donc très attachés, une organisation juridictionnelle spécifique, un droit associatif spécial, des dispositions spécifiques pour les communes, deux jours fériés supplémentaires (Vendredi saint et Saint-Étienne le 26 décembre). Les notaires, comme les huissiers, ne choisissent pas leur implantation mais s'inscrivent sur une liste dans l'attente qu'un office se libère. La liste des exceptions au droit national est donc longue et s'explique par le compromis passé entre l'État et les populations de l'Alsace-Moselle qui réintègrent en 1918 la République après 47 ans d'appartenance au IIe Reich allemand. Les habitants de ces départements et leurs élus se sont donc toujours mobilisés depuis pour le maintien de ces spécificités, souvent plus avantageuses.

Mais, comment tenir compte de ces forts particularismes de l'Alsace-Moselle au sein de la nouvelle entité régionale, sachant que les autres départements lorrains et la Champagne-Ardenne ne sont pas concernés ? Verra-t-on un fonctionnement à deux vitesses de certains métiers et de certaines administrations au sein du Grand-Est ? C'est donc toute la question de la définition et de la création d'une nouvelle identité Grand-Est qui est posée aux habitants et aux élus de la nouvelle Région. La question est d'autant plus sensible que la création de la nouvelle Région a été à la source de fortes crispations. En effet, des partis régionalistes voire autonomistes, à fort caractère identitaire – comme « *Unser Land* » (« Notre pays » en alsacien, fondé en 2009) ou « Alsace d'abord » (fondé en 1989) – ont connu un fort développement lors des élections régionales de 2016, prenant exemple sur les partis autonomistes ou indépendantistes basques, catalans ou écossais. « *Unser Land* » a ainsi obtenu 12,6 % des voix au premier tour des élections régionales de 2015 dans le Haut-Rhin et 10 % des voix dans le Bas-Rhin, alors que lors des élections précédentes, cette formation n'avait pas dépassé 3 % des voix.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Des structures socio-économiques et spatiales originales

Une région dynamique et ouverte

Avec 5,5 millions d'habitants (8,7 % pop. métropolitaine), le Grand-Est vient au 6e rang des régions françaises. Si en un tiers de siècle sa population augmente de 6 %, ce dynamisme est dû à un solde naturel positif alors que le solde migratoire régional est négatif. Ce dynamisme du solde naturel permet à la région d'avoir une population relativement jeune (29,5 % de moins de 24 ans) par rapport à la France métropolitaine et surtout à l'Allemagen voisine, notamment en Alsace et dans les grandes agglomérations qui sont des villes universitaires (Strasbourg, Metz, Nancy, Reims). En interne, les trajectoires territoriales sont bien différenciées. Globalement, en 33 ans, l'Alsace, dynamique, polarise 97 % de la croissance démographique régionale alors que la Lorraine a une croissance très ralentie et que la Champagne-Ardenne connaît un léger dépeuplement.

À l'échelle intrarégionale, la concentration des populations est croissante sur les axes urbains métropolisés (Sillon lorrain, plaine d'Alsace, triangle marnais) et sur les territoires frontaliers avec le Luxembourg et la Suisse alors que le dépeuplement est particulièrement marqué dans les Ardennes, la Haute-Marne, la Meuse et les Vosges. De plus, l'étalement urbain se poursuit de plus en plus loin des villes-centres, qui, elles, voient leur population diminuer.

Socialement et économiquement, il existe également de forts contrastes à toutes les échelles. La population active régionale est nombreuse, mais sa croissance ralentit. Le Grand-Est compte 2,6 millions d'actifs, avec un taux d'activité de 72,1 %, qui est donc dans la moyenne métropolitaine, mais qui monte à 73,8 % en Alsace. Les forts taux d'activités se concentrent sur le Sillon lorrain, entre Nancy et le Luxembourg, autour de Longwy et de Saint-Louis du fait de l'« effet frontière » (travailleurs frontaliers) avec le Luxembourg pour Longwy et la Suisse pour Saint-Louis. À l'inverse, d'autres espaces reculent, tels la frontière belge, la moitié méridionale plus rurale de la région, les bassins industriels de Lorraine et de Champagne-Ardenne en crise et les villes moyennes secondaires en difficultés au sein d'espaces ruraux (Troyes, Bar-le-Duc, Chaumont, Lunéville, Saint-Dié-des-Vosges, Remiremont).

Tableau 3.1 La structure socio-démographique du Grand-Est

	Grand-Est	Alsace	Champagne-Ardenne	Lorraine
Superficie (km²)	57 721	8 332	25 720	23 669
Densité 2015 (hab./km²)	96,8	226	52	99
Population 1982 (milliers)	5 234,7	1 566,0	1 346,4	2 322,2
Population 2015 (milliers)	5 560,4	1 881,7	1 339,6	2 339
Croissance 1982-2015 (milliers)	+ 325,7	+ 315,7	– 6,8	+ 16,8
Croissance 1982-2015 (en %)	+ 6,2	+ 20,1	– 0,5	+ 0,7
Taux de croissance annuel 2008-2015 (%)	+ 0,1	+ 0,3	+ 0	+ 0,0
dont solde naturel 2008-2015 (%)	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2
dont solde migratoire 2008-2015 (%)	– 0,2	– 0,1	- 0,2	– 0,2
Part des 0-24 ans 2015 (%)	29,5	29,9	29,7	29,0
Taux de natalité 2014 ((%)	11,2	11,7	11,2	11,3
Indice conjoncturel de fécondité 2014 (enf./femme)	1,8	1,8	1,9	1,8
Taux de chômage 2015 (%)	10,1	9,3	10,5	10,9

Source : INSEE, 2016.

Le taux de chômage régional est en croissance du fait des mutations régionales des systèmes productifs depuis le début des années 1980, un phénomène renforcé par la crise de 2008-2011. Le chômage est élevé en Champagne-Ardenne (11 %) et en Lorraine (10,5 %), plus faible en Alsace (9,3 %). Certains départements sont plus particulièrement touchés (Ardennes, Aube, Vosges), et certains bassins d'emplois, souvent fortement industrialisés, décrochent sensiblement (Saint-Dié-des-Vosges, Charleville-Mézières, Forbach, Troyes, Longwy, Épinal, Thionville, Neufchâteau). En revanche, d'autres connaissent une croissance de l'emploi et une baisse du chômage du fait de la dynamique transfrontalière (Saint-Louis, Wissembourg), d'une intégration forte à la mondialisation (Épernay avec le Champagne, largement exporté) ou de l'installation ou l'essor de grands établissements industriels (Haguenau, Molsheim-Obernai et Sélestat).

Avec un produit intérieur brut (PIB) de 148,3 milliards d'euros (7 % du PIB métropolitain, contre 8,5 % en 1990), le Grand-Est vient au 7e rang des économies régionales métropolitaines et son efficacité économique (PIB/emploi) est équivalente à la moyenne des régions de province. Mais de fortes disparités apparaissent ces quinze denières années entre une Alsace en croissance et une Champagne-Ardenne et une Lorraine en difficulté. Face aux difficultés de la sphère productive (Grand-Est : - 18,5 % emplois, Lorraine : – 28 %, mais Alsace : – 1,6 %), l'économie présentielle a connu une sensible

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

croissance (Grand-Est : + 33 %, Lorraine : + 28,5 %, Champagne : + 26 %), bien qu'inférieure cependant, sauf en Alsace (+ 46 %), à la moyenne nationale (France : + 41,5 %).

Économiquement, le Grand-Est est constitué d'une mosaïque de bassins aux structures et aux trajectoires économiques très disparates. La concentration des dynamiques est de plus en plus conséquente sur les grandes villes en haut de la hiérarchie urbaine régionale dans lesquelles se concentrent les activités et les emplois les plus stratégiques *(cf.* processus de métropolisation). Dans l'agriculture, les espaces de la grande culture et de la viticulture s'opposent nettement aux espaces en déprise de l'élevage bovin ou de la polyculture associée au poly-élevage. Dans l'industrie, une nette opposition d'activités apparaît entre les anciens bassins miniers et industriels en difficulté ou sinistrés (Longwy, Forbach, Vitry-le-François, Saint-Dizier, Neufchâteau) et les espaces technopolitains (Strasbourg, Metz, Nancy).

Face à des bassins d'emplois souvent très spécialisés autour d'un secteur d'activité ou d'une grande firme dominante en Champagne-Ardenne ou en Lorraine, la structure alsacienne apparaît beaucoup plus diversifiée et dotée d'entreprises de taille intermédiaire très réactives et souvent innovantes, ce qui lui permet de mieux résister aux chocs des crises. En vingt-cinq ans, la croissance de Sélestat (emplois totaux : + 20 %), Saverne (+ 18 %), Saint-Louis ou Molsheim (+ 13 %) s'oppose nettement aux difficultés de Saint-Dié (– 14 %), Vitry le François (– 11 %), Commercy ou Longwy (– 10 %). En Alsace, de nombreux bassins d'emplois sont en effet dynamisés par l'implantation de firmes importantes comme la Société alsacienne de Meubles (marques cuisines Schmidt et Cuisinella, leader français en la matière et 3e groupe européen du secteur) à Sélestat qui y possèdent désormais trois usines. Le bassin de Molsheim-Obernai profite d'une base industrielle diversifiée avec Bugatti, Osram (ampoules électriques), les camionnettes Mercedes-Benz, la plus grande scierie de France, sans oublier les industries agro-alimentaires de produits alsaciens (charcuterie Iller, charcuterie Stoeffler, brasseries Kronenbourg, etc.). Le bassin de Haguenau-Wissembourg – où l'industrie représente 36 % des emplois – présente le même profil diversifié dans l'agro-alimentaire (Mars Chocolat), la fabrication de produits électriques et électroniques, les équipements mécaniques, les matériels de transport et les équipements de construction (Eiffel Construction mécanique, Tryba).

L'appartenance à une France urbaine et industrielle

Un espace marqué par une urbanisation précoce

L'urbanisation du Grand-Est a été précoce mais inégale : le taux d'urbanisation moyen (71,8 %) cache de fortes disparités. L'Alsace (78,4 %) est plus urbanisée que la moyenne métropolitaine (77,5 %) alors que la Lorraine (72,7 %) et, surtout, la Champagne-Ardenne (61,4 %) demeurent plus rurales. L'armature urbaine régionale est très hétérogène et discontinue, chaque système urbain s'étant développée dans des cadres régionaux historiquement bien différenciés.

En Alsace, le réseau urbain, dominé par Strasbourg, est dense, linéaire et hiérarchisé (Mulhouse, Colmar, Haguenau, Sélestat, Saverne, etc.) selon un modèle rhénan que l'on retrouve aussi en Suisse et en Allemagne occidentale. À l'opposé, en Champagne-Ardenne, il est très éclaté entre des pôles très dispersés – Troyes, Chalons, Charleville – de plus en plus dominés par le dynamisme de Reims. Enfin, en Lorraine, il est largement bicéphale du fait du poids acquis par Nancy et Metz, en forte concurrence entre elles, face à une série de pôles secondaires souvent fragiles (Épinal, Forbach, Bar-le-Duc, Saint-Dié, Sarrebourg, Verdun, Lunéville, etc.). Au total, l'armature urbaine régionale est multipolaire avec quatre grandes villes dominant chacune leur sous-espace régional : Strasbourg, Nancy, Metz et Reims.

La densité démographique régionale moyenne (96,8 hab./km²) masque par conséquent de très forts contrastes. Alors que l'Alsace, sur le modèle rhénan, porte de fortes densités (226 hab./km²), la Champagne-Ardenne (52 hab./km²) s'inscrit au contraire dans la France des faibles densités tandis que la Lorraine (99 hab./km²) se situe un peu en dessous de la moyenne métropolitaine (118 hab./km²). Dans le Grand-Est, trois espaces de fortes densités (plus de 160 hab./km²) apparaissent : le sillon mosellan, la plaine d'Alsace et le triangle marnais. À l'opposé, de nombreuses zones rurales présentent des densités inférieures à 30 hab./km², où seules les villes, petites voire moyennes, portent des densités plus fortes. Ainsi, ce sont trois réseaux urbains distincts qui composent le Grand Est, séparés par des espaces ruraux de faibles densités. La mise en place d'un réseau urbain cohérent à l'échelle de la nouvelle Région est donc l'un des enjeux majeurs de la construction régionale à venir.

Un Grand-Est encore très industriel malgré les crises

L'urbanisation du Grand-Est est étroitement liée à une industrialisation précoce. Et ce territoire demeure encore très industriel, malgré de nombreuses fragilités. L'industrie manufacturière réalise ainsi 19,4 % de la valeur ajoutée régionale (France : 14 %, Alsace : 21 %, Champagne-Ardenne : 20,4 %, Lorraine : 17 %) et représente 311 000 emplois (18 % des emplois salariés). Ce secteur a connu depuis les années 1970 de nombreuses crises sectorielles (charbon, sidérurgie, textile). Il a perdu 145 000 postes ces quinze dernières années, en particulier dans le matériel de transports dont l'automobile, le textile, la métallurgie, le travail du bois et la papeterie, la chimie et la pharmacie ; c'est-à-dire dans les secteurs issus des deux premières révolutions industrielles et qui ont été aux fondements de la puissance industrielle régionale. D'autres secteurs au contraire se développent, comme la gestion des déchets, les industries agro-alimentaires ou le matériel électrique et informatique et l'aéronautique.

Le Grand-Est est ainsi le théâtre d'une importante restructuration industrielle liée aux mutations des systèmes productifs régionaux. On assiste en effet au net recul des fonctions de production concrète (agricole et industrielle), qui tombent de 61 % à 38 % de la sphère productive entre 1982 et aujourd'hui, avec parfois localement un effondrement de ces fonctions (Longwy : – 76 %, Lunéville : – 71 %), au profit du développement des fonctions abstraites (gestion, intermédiation, recherche, innovation…), notamment au sein des métropoles, surtout Strasbourg, dans une moindre mesure Nancy et Metz et peu sur Reims. Ces évolutions sont liées aux mutations internes des systèmes productifs (externalisation, modernisation, gains de productivité…) et aux effets de la mondialisation (*cf.* délocalisation dans les pays à bas salaires) qui accentue la concurrence étrangère et favorise une nouvelle division internationale du travail. Néanmoins, il convient de souligner que le Grand-Est demeure la deuxième région industrielle de France après la région Auvergne-Rhône-Alpes.

De plus, le Grand-Est est une importante région agricole, l'agriculture réalisant 3,7 % de la valeur ajoutée régionale, soit deux fois plus que la moyenne métropolitaine, grâce à un large éventail de productions agricoles réparties dans quelque 49 000 exploitations : viticulture, céréaliculture, cultures industrielles, élevage, maraîchage, arboriculture (*cf.* mirabelles de Lorraine), etc. Ce poids est surtout lié à la Champagne-Ardenne qui représente à elle seule les deux tiers de cette valeur ajoutée, notamment grâce aux vignobles de champagne (Reims, Épernay, Bar-sur-Aube) et aux grandes cultures très intensives (céréales et oléagineux principalement) de la Champagne crayeuse, organisées par de grandes coopératives, qui se rattache ainsi au grand Bassin parisien. Les services, quant à eux, ont connu un essor continu qui ne comble toutefois pas les pertes de postes dans l'industrie. La croissance des services s'explique par l'externalisation de certaines fonctions industrielles, l'essor du commerce, et le maintien d'un important secteur social et public surtout en Lorraine (poids de l'armée, présence de grands organismes publics, santé).

Ces différentes activités économiques définissent ainsi sept types de profils territoriaux :

– les espaces au profil moyen, avec un relatif équilibre entre les activités, espaces comprenant en priorité des villes moyennes (Troyes, Longwy, Forbach, Colmar, Thionville, Lunéville) :

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

- les grandes agglomérations qui ont une surreprésentation des services aux entreprises (recherche, activités financières, immobilier, etc.) ;
- des espaces fortement marqués par les industries agro-alimentaires, manufacturières et la logistique (Commercy et Neufchâteau) ;
- des espaces d'industries informatiques, d'électrotechnique, d'optique, de chimie, pharmacie, plasturgie et avec une forte présence des activités d'hébergement et de restauration (bassins de Sarreguemines, Wissembourg-Haguenau, Saverne, Molsheim-Obernai et Saint-Louis) ;
- des espaces d'industries métalliques, métallurgiques et de logistique (entre Charleville-Mézières et Chaumont, Langres et Épinal) ;
- des espaces d'agriculture, d'industries textiles et du secteur bois-papier (de Sarrebourg à Remiremont en passant par Saint-Dié-des-Vosges, Épernay, Verdun et Sélestat) ;
- des espaces d'industries mécaniques et des transports terrestres, avec Peugeot-PSA à Mulhouse et Daimler à Sarreguemines.

Des économies et des sociétés largement insérées dans la mondialisation

De par sa situation géographique, son histoire et la structure de son système productif, le Grand-Est est une région largement ouverte sur l'international et insérée dans la mondialisation, en particulier du fait de ses 760 km de frontières qui la mettent en contact direct avec des régions parmi les plus riches de l'Union européenne. Ainsi, le Grand-Est est la deuxième région exportatrice (13,6 % export. nat.) derrière l'Île-de-France et la troisième région importatrice (11,2 % import. nat.) et dégage de plus un fort excédent commercial (14,5 % excédent comm. nat.) alors que la France est globalement déficitaire.

Cinq secteurs représentent les trois quarts de ses exportations : l'agro-alimentaire, les machines industrielles et agricoles, l'automobile, la chimie-pharmacie et la métallurgie. Avec 83 % des exportations, le marché européen joue un rôle central, en particulier l'Allemagne avec laquelle elle est très liée (27 %), le Royaume-Uni (9 %), l'Italie (7,4 %) et la Suisse. Avec plus de la moitié des exportations régionales, l'Alsace domine nettement, notamment grâce à l'automobile (usine PSA de Mulhouse, General Motors à Strasbourg, Mercedes-Benz près de Molsheim et leurs sous-traitants), la chimie-pharmacie et la mécanique. La Lorraine est davantage spécialisée dans l'agro-alimentaire (1/3 export.), l'automobile (usine Smart à Hambach) et la métallurgie alors que la Champagne-Ardenne valorise les produits et les machines agricoles.

Le Grand-Est est aussi une grande région d'accueil des investissements directs étrangers (IDE), essentiellement allemands, suisses, étatsuniens et luxembourgeois. Les firmes étrangères jouent un rôle majeur dans l'emploi

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

industriel (Alsace : 46 % et Lorraine : 38 %, contre 19 % en France) et les exportations (Alsace : 61 %, Lorraine : 53 %, contre 31 % en France). Leur implantation y valorise de nombreux atouts : une situation géographique au cœur de la région la plus riche de l'Union européenne, de bonnes infrastructures qui le relient aux grands axes européens, une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine industriel, réputée sérieuse et aux coûts salariaux moins élevés qu'en Allemagne, en Suisse ou au Luxembourg, des possibilités d'implantations largement aidées par l'État et les collectivités territoriales. Ces aménités expliquent l'importance des IDE dans les espaces frontaliers (plaine d'Alsace, sillon mosellan) et leur poids dans les économies régionales (emplois, chiffre d'affaires, exportations), ce qui peut créer cependant en retour une certaine dépendance et un risque en cas de difficultés des entreprises étrangères. Ces investissements étrangers sont principalement allemands, suisses et anglais, mais aussi états-uniens ou japonais, notamment en Alsace.

La situation frontalière est aussi exploitée par les habitants de la région qui n'hésitent pas à aller travailler dans les pays limitrophes. Alors que Champagne-Ardenne est largement dans la sphère d'influence francilienne puisque 11 000 de ses actifs y travaillent ; l'Alsace et la Lorraine sont largement tournées vers le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Au total, le Grand-Est compte 175 000 travailleurs frontaliers, soit la moitié des frontaliers de France métropolitaine et 7 % des actifs régionaux. Dans certains bassins d'emplois frontaliers, la part d'actifs travaillant à l'étranger dépasse les 30 % (*cf.* Longwy, Saint-Louis, Thionville ou Wissembourg). Précisons toutefois que plus de 10 % des travailleurs frontaliers ne sont pas des Français mais des Allemands et des Belges qui résident en France, où les loyers et les prix du foncier sont souvent moins élevés que dans les pays voisins, et qui continuent de travailler dans leur pays d'origine. Les frontaliers sont majoritairement des ouvriers et des employés de l'industrie manufacturière : 50 % des frontaliers vers Allemagne travaillent dans l'automobile et 38 % dans la chimie en Suisse (pôle chimique de Bâle). Mais la Suisse et le Luxembourg accueillent aussi des cadres, surtout de rangs intermédiaires, dans la chimie, la pharmacie ou la finance.

Le travail frontalier a des conséquences notables sur les mobilités, participant de la saturation de certaines infrastructures de transport (*cf.* A31 en Lorraine), et les sociétés en creusement des inégalités sociales locales de leurs lieux de résidence du fait de leurs revenus plus élevés. De fait, au niveau national, ces zones d'emploi sont parmi celles où les revenus fiscaux médians sont les plus élevés (*cf.* Saint-Louis : 4e rang en France).

Tableau 3.2 Les zones d'emploi comptant le plus de travailleurs frontaliers

	Part de frontaliers (%)		Frontaliers 2011	Actifs 2011	Évolution 2006-2011	
	2006	2011			Actifs	Frontaliers
Thionville	27,7	30,9	32 900	106 500	+ 5 400	+ 4 900
Saint-Louis	36,9	37,2	23 000	61 900	+ 4 400	+ 1 900
Longwy	39,5	42,4	22 000	51 900	+ 2 400	+ 2 400
Metz	5,6	6,9	17 000	245 400	+ 5 700	+ 3 500
Mulhouse	7,0	6,9	13 900	203 000	+ 2 000	– 200
Forbach	11,6	10,5	10 000	96 300	+ 900	– 1 000
Haguenau	10,2	8,4	8 600	101 700	+ 2 400	– 1 500
Sarreguemines	15,7	14,6	7 700	52 900	+ 900	– 500
Wissembourg	31,6	30,9	6 700	21 800	+ 1 000	+ 200
Strasbourg	2,1	1,8	5 000	280 000	+ 4 900	– 900

Source : INSEE, 2015.

Ces flux transfrontaliers sont stimulés par l'amélioration des systèmes de communication : programme européen de lignes à grande vitesse ferroviaire, complexes multimodaux frontaliers, trains régionaux (*cf.* Bâle-Mulhouse...). Ainsi, la combinaison d'une totale liberté des échanges d'hommes et de flux de toute sorte associée à la persistance de forts gradients économiques et monétaires (*cf.* Franc suisse) se traduit par des mobilités croissantes de travailleurs frontaliers. Ces mobilités – pendulaires et asymétriques puisque les flux de l'étranger vers le Grand-Est se limitent à quelques milliers de personnes – animent d'importants foyers d'emplois autour de Luxembourg/Longwy, Sarrebruck/Forbach, Strasbourg/Kehl et Bâle/Mulhouse. Les dynamiques économiques et les mobilités transfrontalières ont un effet structurant sur la Région Grand-Est en favorisant les espaces proches des frontières. La coopération transfrontalière a ainsi acquis un rôle majeur dans la gouvernance régionale.

L'effet-frontière

La frontière correspond en géographie à une rupture, par des différentiels culturels ou normatifs (par exemple fiscaux), plus ou moins marquée dans l'organisation de l'espace géographique qui donne naissance à des formes et à des systèmes spatiaux originaux. Cela conduit à prendre en compte à la fois le rôle direct de la frontière, comme les échanges liés à l'interface, et le rôle indirect, tenant au fait que la frontière juxtapose deux types de souveraineté politique. Le rôle structurant de la frontière est toutefois intimement lié à la perméabilité ou l'imperméabilité de celle-ci : si la frontière est perméable, les échanges sont stimulés ; si elle est imperméable, la région frontalière est reléguée à une position de marche, voire de glacis. La frontière génère des flux licites et illicites, favorise l'hybridation des systèmes de valeurs, culturels ou spatiaux, et provoque des pratiques locales spécifiques. Elle fonctionne, selon le cas, comme une barrière, une interface constituée de nombreuses synapses (spontanées ou promues), une périphérie répulsive à l'échelle nationale (marge ou glacis) ou comme une zone de coopération et de développement du fait de synergies transfrontalières. Dans ce dernier cas apparaissent des espaces transfrontaliers qui ont leur propre organisation territoriale, suite à l'effacement de la frontière grâce aux dynamiques d'intégration. C'est dans ce cadre que s'inscrivent nombre de territoires de la Région Grand-Est.

Une multitude de coopérations transfrontalières

Près de 30 coopérations transfrontalières institutionnalisées ont vu le jour, notamment en Alsace et en Lorraine qui sont très tournées, de par leur configuration, vers leurs voisins européens. Ces coopérations sont favorisées par l'Union européenne et les programmes Interreg, mais répondent aussi à un besoin de gouvernance d'une réalité géographique liée à l'intensité des flux de toute nature de part et d'autre des frontières. Néanmoins, il n'y a pas d'unité régionale en la matière, ces coopérations ayant été nouées par les anciennes Régions séparément.

Ces frontières nord-est ont fonctionné, en dépit des affrontements, comme des interfaces actives, ce qui y explique une vieille tradition d'échanges (y compris illégaux, comme la contrebande), de flux de capitaux et de travailleurs frontaliers. L'Alsace et la Lorraine ont toujours été insérées dans une dynamique rhénane. La combinaison entre l'éloignement par rapport à Paris et le développement des échanges a d'ailleurs permis l'émergence de capitales régionales (Metz, Strasbourg) mais sans que celles-ci aient pu se hisser à un rang équivalent à celui des métropoles des pays voisins (*cf.* Luxembourg ou Bâle). Ces villes atténuent cependant l'influence centralisatrice mais lointaine de Paris. Les coopérations transfrontalières s'inscrivent aujourd'hui dans un cadre institutionnel fixé par Bruxelles.

Un exemple de coopérations transfrontalières : l'ancienneté de l'EuroRégion Saar-Lor-Lux

Le Grand-Est a été un laboratoire précoce des stratégies de coopérations transfrontalières, en particulier en ce qui concerne la création d'Eurorégions. L'Eurorégion Saar-Lor-Lux – une association du *Land* de Sarre, du Grand Duché du Luxembourg et de la Région Lorraine – est créée dès 1971, à laquelle se sont joints depuis la Wallonie et le *Land* de Rhénanie-Palatinat. Ce vaste ensemble couvre 65 401 km² et comporte 11,4 millions d'habitants et ses réalisations sont financées à hauteur de 87 millions d'euros par le programme Interreg V pour la période 2014-2020. De nombreux projets sont en cours ou réalisés,

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

portant sur des domaines en grande partie liés à l'importance des travailleurs frontaliers au sein de cette Eurorégion : infrastructures de transports (projet de doublement de l'A31), développement économique transfrontalier, notamment autour du bassin de Longwy, protection sociale des travailleurs frontaliers, formation professionnelle transfrontalière…

Dans le même esprit, la Conférence du Rhin supérieur (21 500 km², 6 millions hab.) est née d'un accord intergouvernemental conclu en 1975 entre la France, l'Allemagne et la Suisse et réunissant deux *Länder* allemands, cinq Cantons suisses et la Région Alsace. Elle est financée par le programme Interreg V pour 110 millions d'euros. Les domaines d'intervention sont très larges : éducation, formation, sport, jeunesse, santé, environnement, culture (dont la carte Pass Musée qui donne accès aux musées de l'Eurorégion), aménagement du territoire, agriculture. À côté de ces deux anciennes coopérations transfrontalières, il faut ajouter le lancement en mai 2015 de l'Eurorégion France-Wallonie-Vlaanderen qui comprend en France les anciennes Régions Champagne-Ardenne, Picardie et Nord-Pas-de-Calais, et en Belgique la Wallonie et les Flandres. Couvrant 62 000 km² et regroupant 10,8 millions d'habitants, ses programmes de coopération portent sur quatre domaines dotés de 170 millions d'euros dans Interreg V : recherche, innovation et transferts de technologies ; compétitivité des PME ; patrimoine, ressources naturelles, gestion des risques ; et cohésion sociale, santé, formation et emploi. Cette Eurorégion créée en pleine réforme territoriale en France pose question car elle associe la Champagne-Ardenne à la nouvelle Région Hauts-de-France et non à la Région Grand-Est.

Cependant, les principales coopérations sont surtout d'échelle locale. Ainsi, il existe des Eurodistricts : Regio Pamina, Sarre-Moselle, Fribourg-Centre et Sud-Alsace, Strasbourg-Ortenau, Regio Trirhena, Eurodistrict Trinational de Bâle. Ce sont des entités regroupant des agglomérations urbaines frontalières afin de favoriser une meilleure coordination des dynamiques urbaines de proximité de part et d'autre des frontières. Par exemple, la Regio Trirhena (8 700 km², 2,3 millions hab.) est un partenariat politique et économique créé en 1995 entre les agglomérations de Bâle (Suisse), Lörach et Fribourg (Allemagne), Colmar et Mulhouse (France, Alsace). Les principaux programmes portent sur les transports (élargissement de l'aéroport de Bâle Mulhouse à Fribourg), les échanges universitaires et les partenariats industriels. Enfin, le Pôle européen de développement – PED de Longwy, créé en 1985, s'étend sur la Lorraine (Longwy), la Belgique (Aubange avec les usines Athus) et le Luxembourg (Pétange) et porte sur la mise en place de parc d'activités permettant la reconversion économique du bassin minier et sidérurgique.

En conséquence, l'inscription des espaces frontaliers français dans ces dynamiques impulsées à un échelon local et régional et soutenu par

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

l'Union européenne a conduit à un essor économique et à un renouveau de ces espaces frontaliers. Le nouveau système transfrontalier qui en est issu efface peu à peu les traces des glacis militaires qui se faisaient face. Des programmes (Interreg) et des réalisations institutionnelles (Eurodistricts, groupements locaux de coopération transfrontalière) émergent des régions transfrontalières, polarisées par une métropole ou structurées par des réseaux urbains, ou encore ancrées sur une métropole réticulaire susceptible de se projeter vers des villes plus éloignées.

Cependant, il n'y a pour l'heure aucune unité régionale en la matière à l'échelle du Grand-Est, alors même que le dynamisme transfrontalier accentue des inégalités intrarégionales déjà fortes.

De fortes disparités intrarégionales

Du fait de sa géographie, de son histoire et des modalités récentes de sa création, qui unifient des ensembles très dissemblables (*cf.* Champagne Ardennes/Alsace), la nouvelle Région Grand-Est se caractérise par des structures territoriales et des dynamiques spatiales très contrastées dont la mise en cohérence et l'articulation posent d'importants défis.

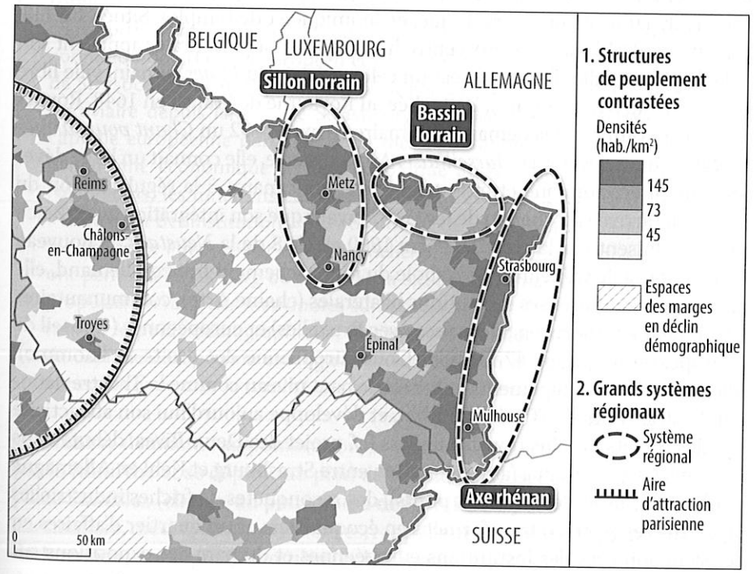

Figure 3.1 Le Grand-Est : des structures très contrastées

Des métropoles au rôle régional renforcé : Strasbourg, Nancy, Metz et Reims

Le Grand-Est largement organisé par ses métropoles, qui s'inscrivent dans des réseaux d'échelle nationale et européenne, et qui ont acquis un poids démographique conséquent : Strasbourg polarise 41 % de la population alsacienne, le duopole Nancy-Metz 35 % de la population lorraine et Reims 23,5 % de la population de Champagne-Ardenne.

Quatre métropoles aux histoires et aux structures bien différenciées

Au-delà de leurs problématiques communes (étalement urbain, congestion des réseaux de transport aux heures de pointe, etc.), ces métropoles présentent des structures bien différenciées liées à leur position géographique, à leur histoire et à leurs bases productives. Ces villes accueillent la majeure partie des organismes régionaux. En réalité, loin d'être rivales, Reims, Nancy et Strasbourg sont reliées par d'intenses flux, visibles et invisibles, et forment la nouvelle armature réticulaire et métropolitaine de la région, tandis que Metz a reçu une grande part des administrations régionales.

Strasbourg, première agglomération et première aire urbaine du Grand-Est, a été choisie pour être la capitale de la nouvelle Région, malgré sa situation très excentrée grâce à un habile et puissant lobbying des élus alsaciens en région et à Paris. Sixième métropole française par sa population, elle connaît un fort dynamisme démographique, économique et de l'emploi. Située sur l'Ill, un affluent du Rhin, son vieux centre historique et sa cathédrale rappellent son rôle de grande ville rhénane (création celte, colonie du *Limes* romain, ville libre médiévale du Saint-Empire). Rattachée au Royaume de France en 1648, Rouget de L'Isle y compose à la demande du maire en avril 1792 un *Chant pour l'armée du Rhin* qui va devenir la *Marseillaise.* Au XIXe siècle, elle connaît un large développement économique et industriel grâce aux canaux, à la régularisation du Rhin et à l'arrivée du chemin de fer (1852) avant que son intégration au IIe Reich ne se traduisent par la création entre 1880 et 1918 de la *Neustadt*, le nouveau quartier de style wilhelmien. Symbole du rapprochement franco-allemand, elle accueille de nombreuses institutions bilatérales (chaine Arte), communautaires (Parlement européen, en alternance avec Bruxelles) et européennes (Conseil de l'Europe, qui regroupe 47 États, et Cour européenne des droits de l'homme). Elle possède des équipements culturels de haut niveau comme le Théâtre national de Strasbourg ou l'Opéra du Rhin, et développe aujourd'hui son attractivité par des projets urbains transfrontaliers (*cf.* projet des Deux-Rives, débuté dans les années 1990, visant à faire la jonction entre Strasbourg et Kehl en Allemagne par le tramway et de nouveaux ponts), des reconquêtes de friches industrielles et portuaires (250 ha) transformées en écoquartiers et un quartier d'affaires en construction près des institutions européennes et du parc des expositions sur [illegible] m², qui doit être inauguré en 2018.

Strasbourg, capitale européenne

Symbole d'un espace balloté par l'histoire entre la France et l'Allemagne, Strasbourg accueille depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des institutions européennes. En 1949, y a été installé le Conseil de l'Europe, qui compte aujourd'hui 46 États-membres, 600 parlementaires et 1 200 fonctionnaires. En 1958, la ville est devenue l'une des trois capitales de la Communauté économique européenne, avec l'installation du Parlement européen, fonction partagée avec Bruxelles. Dans la ville, il compte 130 fonctionnaires permanents, mais lors de l'une des 12 sessions ordinaires annuelles, ce sont près de 2 500 personnes qui y travaillent.

À ces deux institutions sont rattachés des organismes secondaires. Le Conseil de l'Europe compte ainsi à Strasbourg près d'une dizaine de Cour, Commission, Centre, Fondation et Fonds européens, dont les thématiques portent sur les Droits de l'Homme, la santé, l'éthique, la jeunesse ou la science. D'autres organismes ont également été installés : l'État-major de l'Eurocorps en 1992, le Centre informatique de l'Espace Schengen en 1995 et le Pôle européen d'administration publique en 2004.

La présence de ces institutions a des effets à différentes échelles et dans différents domaines. Strasbourg concentre un nombre important de représentations diplomatiques (une quarantaine d'ambassades, une trentaine de consulats), une centaine de sièges ou de délégations d'ONG, sans oublier l'installation totale de l'École Nationale d'Administration (ENA) en 2005. Les réseaux de transports efficaces et rapides sont aussi favorisés, comme le montre l'interconnexion des TGV Est européen et Rhin-Rhône, ou le sauvetage de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim, dont l'accès a par ailleurs été facilité par une navette ferroviaire depuis la gare de Strasbourg. Au niveau géographique, le rôle de capitale européenne participe de la métropolisation de la ville et explique le dynamisme économique et démographique au sein de la région Grand-Est. Néanmoins, les fonctions européennes sont très concentrées spatialement sur « le quartier des institutions » au nord-ouest de la ville, autour duquel les prix du foncier et de l'immobilier ont été renchéris. Ainsi, les institutions européennes ont permis à Strasbourg de dépasser sa situation de marche frontalière pour la propulser au rang des métropoles européennes, dont l'agglomération n'a pourtant ni le poids démographique, ni l'importance économique. Mais ce statut de capitale européenne est régulièrement remis en question par Bruxelles qui aimerait concentrer la totalité des sessions du Parlement.

Nancy, deuxième agglomération et aire urbaine régionale, est traversée par la Meurthe et se déploie au pied de la côte de Moselle (380 m). Sa célèbre place Stanislas (classée au patrimoine de l'UNESCO) et ses nombreux hôtels particuliers, médiévaux ou modernes, rappellent son rôle de capitale du Duché de Lorraine alors que de nombreux bâtiments Art Nouveau et les héritages de l'École de Nancy rappellent le formidable essor économique, industriel

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

et technologique de son agglomération (*cf.* sidérurgie de Neuves-Maison ou Pompey) au XIXe et début du XXe siècles alors qu'elle devient de 1871 à 1918 la capitale de tout l'est de la France face à Metz. Rénovant et diversifiant sa base productive (*cf.* technopôle Nancy Brabois lancé en 1976), elle est devenue une métropole attractive jouant un rôle croissant en Lorraine. Son influence se heurte cependant à la puissance de Metz, 60 km plus au nord, dans le cadre d'une aire métropolitaine bipolaire, le Sillon lorrain.

Metz, troisième agglomération et aire urbaine régionale, se déploie dans la vallée de la Moselle au pied ces côtes de Moselle (Mont Saint-Quentin : 358 m). Vieil oppidum celte puis ville gallo-romaine, Metz est la capitale du Royaume franc d'Austrasie (511-751) puis une puissante ville commerçante de l'Empire carolingien avant de devenir le siège d'un puissant évêché et une riche ville commerçante du Saint-Empire. De par sa situation frontalière, son rattachement au Royaume de France en fait une puissante place forte militaire, une fonction qui demeure importante jusqu'aux restructurations des années 2008-2010. Comme à Strasbourg, son rattachement au IIe Reich entre 1871 et 1918 s'y traduit par la construction d'un important « quartier impérial » et d'une « Nouvelle Ville » de style wilhelmien (*cf.* sa gare). La collectivité s'est lancée ces dernières décennies dans une politique de métropolisation accélérée qui passe ainsi par le développement d'activités culturelles d'importance (*cf.* ouverture du Centre Pompidou-Metz en 2010), mais dont les effets demeurent limités.

Reims, 4e aire urbaine régionale, se déploie au pied de la côte de Champagne et de la montagne de Reims. Vieil oppidum celte puis ville gallo-romaine, elle joue un rôle national depuis l'époque mérovingienne qui y voit l'évêque Saint-Rémi y baptiser Clovis au Ve siècle, une conversion qui sera à la base d'un important siège épiscopal, de la construction d'une des plus belles cathédrales gothiques du pays et de son statut postérieur de « ville du sacre » pour la royauté française. En retour, ce statut explique le choix de Châlons comme préfecture du département de la Marne par les révolutionnaires en 1790 puis comme capitale de la Région Champagne-Ardenne. Fortement détruite en 1914-1918, la ville connaît un essor démographique, urbain et économique important au XXe siècle. Ville industrielle (agro-alimentaire) et de négoce (maisons de champagne), c'est aussi un important centre de service dont l'aire d'influence régionale a cependant été limitée par la présence de Châlons et de Troyes, plus au sud. Aujourd'hui, sa desserte par le TGV depuis 2007 – il y a même deux gares TGV à Reims, l'une au centre-ville, l'autre en périphérie sud de la ville – rebat largement les équilibres antérieurs. Reliée en seulement 40 minutes au centre de Paris, elle est entrée dans l'aire d'influence directe de la capitale et bénéficie d'un nouveau dynamisme qui en fait l'aire urbaine la plus dynamique et attractive de l'ancienne région Champagne-Ardennes.

Tableau 3.3 Principales villes et aires urbaines du Grand-Est

	Population de l'aire urbaine	Population de l'agglomération	Population de la ville	Nombre de communes de l'agglomération	Taux de croissance annuel de l'aire urbaine (%)	Taux de croissance annuel de la ville (%)
Strasbourg	773 447	473 375	275 718	28	+ 0,6	+ 0,5
Nancy	432 788	256 049	104 072	20	– 0,4	– 0,9
Metz	389 898	222 560	118 634	44	+ 0,0	– 0,7
Reims	319 059	218 372	182 592	16	+ 0,4	+ 0,4
Mulhouse	286 730	264 723	112 063	34	+ 0,7	+ 1,1
Troyes	192 445	130 194	59 671	19	+ 0,5	– 0,5
Charleville-Mézières/ Sedan	137 831	129 097	67 125	65	– 0,7	– 1,6
Thionville	136 239	79 016	41 627	13	+ 0,4	+ 0,7
Colmar	128 639	101 972	67 956	14	+ 0,8	+ 0,4
Forbach	101 726	79 443	21 596	21	– 0	+ 0,5

Source : INSEE, 2013.

À l'échelle du Grand-Est, des caractéristiques communes peuvent être mises en exergue. En premier lieu, on peut noter la part croissante des emplois métropolitains et stratégiques, principalement à Strasbourg et Reims, l'essor du pôle d'excellence de niveau mondial en chimie et biologie en Alsace, alors que la Lorraine s'affirme dans les géosciences, le numérique et la santé, et Champagne-Ardenne dans les agro-ressources.

Toutefois, si ces pôles sont liés aux anciennes régions administratives, celui consacré aux nanomatériaux se développe à l'échelle transrégionale. Le Grand-Est porte aussi de grands pôles universitaires et de recherche représentant 189 000 étudiants, séparés en trois systèmes universitaires : à l'est, le doublon Strasbourg-Mulhouse profite très largement à l'Unistra (Université de Strasbourg, 57 350 étudiants), qui fédère depuis 2009 trois universités et deux écoles (ingénieurs et architecture) et appartient à l'« Université du Rhin Supérieur » ; au centre, le doublon Nancy-Metz (65 700 étudiants), dominé par Nancy, est uni dans l'Université de Lorraine depuis 2012, et appartient à l'« Université de la Grande Région » avec Liège, Luxembourg, Sarrebruck, Kaiserslautern et Trèves ; à l'ouest enfin, l'Université de Reims Champagne-Ardenne (28 400 étudiants) est répartie en multisites depuis 1982 et est associée depuis 2012 dans un PRES avec les universités d'Amiens et l'Institut polytechnique de Beauvais, donc à la région Hauts-de-France. Quant à la recherche régionale, elle est très concentrée sur l'Alsace (46 % des chercheurs, 48 % prod. scientifique et 60 % prod. technologique), largement devant la Lorraine (39 %, 40 % et 27 %) et, surtout, Champagne-Ardenne (15 %, 12 %, 13 %).

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Un espace régional organisé par quatre axes urbains majeurs

Ces métropoles s'inscrivent au sein de quatre axes urbains structurant l'espace régional. Ceux-ci sont marqués par d'intenses mobilités quotidiennes et connaissent une forte polarisation des activités. Cependant, ils sont toujours organisés selon une logique nord/sud qui au final explique leur faible interconnexion, pourtant nécessaire au fonctionnement de la nouvelle entité régionale.

Le premier est le couloir rhénan. Il présente de fortes densités et une urbanisation très dense d'Haguenau au nord à Saint-Louis au sud. Ce territoire se caractérise par l'importance des relations économiques internes et une forte mobilité géographique des actifs permise par le maillage des réseaux de transport (autoroutes, trains régionaux). Les principales villes fonctionnent depuis 2011 au sein du « Pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse » (1,06 million hab.) qui regroupe 56 % de la population alsacienne et 65 % des emplois.

Le second axe est le Sillon lorrain organisé par la vallée de la Moselle. Fortement urbanisé de Thionville au nord à Nancy et Toul au sud, il est organisé par la bipolarisation des réseaux et des flux sur Metz et Nancy et par de puissants flux transfrontaliers au nord. Créé en 2011, le « Pôle métropolitain du Sillon lorrain » (1,4 million hab.) polarise 60 % de la population lorraine. Mais toutes les villes n'y sont pas dynamiques, à l'image de Thionville dont la population et l'emploi ont fortement régressé entre 1982 et 2011, mais où la forte montée du travail frontalier vers le Luxembourg est venue en partie compenser les effets de la crise de la sidérurgie.

En Champagne-Ardenne se déploie un troisième axe urbain. Mais contrairement à l'Alsace ou au Sillon lorrain, il est d'organisation méridienne et discontinue avec pour pivot central le triangle marnais associant Reims, Épernay et Châlons-en-Champagne. Au nord, le doublon Charleville-Mézières – Sedan structure le département des Ardennes alors qu'au sud Troyes est isolée dans le département de l'Aube et subit un recul de sa population et de l'emploi.

Enfin, en situation intermédiaire, de la Meuse à la Haute-Marne s'allonge un chapelet de villes moyennes dont les populations reculent au profit des grandes agglomérations régionales : au nord Longwy, au centre Verdun, Bar-le-Duc et Saint-Dizier et au sud Chaumont.

Des espaces en recomposition : dynamiques agricoles et pôles d'innovation

Le Grand-Est : une puissante base agricole et viticole dynamique

Le Grand-Est s'affirme comme une importante région agricole à l'échelle nationale. La production agricole régionale est dominée par la viticulture et

la grande culture, c'est-à-dire par une agriculture productive, très mécanisée (2,5 emplois à temps complet pour 100 ha) et à hauts revenus qui représente 16 % des exportations agricoles nationales. La surface moyenne des exploitations est très contrastée, allant de 39 ha (hors viticulture) en Alsace à 112 ha en Champagne-Ardenne (Lorraine : 92 ha). Les grandes exploitations concentrent 81 % de la surface agricole cultivée en Lorraine et Champagne-Ardenne. En effet, la mécanisation puis la motorisation d'un côté, la concentration économique des exploitations de l'autre se sont traduites depuis le milieu du XXe siècle par une forte baisse des actifs agricoles et un fort exode rural qui expliquent souvent la faiblesse des densités rurales, en particulier en Champagne. Ces faibles densités sont alors le reflet d'un système agro-industriel particulièrement performant et ultra-moderne.

La viticulture recoupe deux grands vignobles principaux qui réalisent 40 % de la valeur de la production nationale de vin. Leur localisation très septentrionale est compensée par des micro-climats très favorables en étant en position d'abri et orientés vers l'est afin de disposer du maximum d'ensoleillement. À l'ouest, le Champagne (33 100 ha) s'étend sur la côte de Champagne, de la Montagne de Reims au nord à Épernay au centre et aux côtes de Sézanne au sud, alors qu'à l'est les vignobles d'Alsace se déploient sur les collines sous-vosgiennes. Classés en appellations d'origine protégée (AOP), ces deux vignobles vendent environ 446 millions de bouteilles par an. L'exportation joue un rôle majeur (Champagne : 50 %, Alsace : 27 %). Cependant, les structures agricoles sont très différentes entre les coopératives alsaciennes regroupant de nombreux petits producteurs familiaux (41 % des volumes) et les puissantes maisons de Champagne (70 % des volumes) qui sont contrôlées par de puissants groupes internationalisés. Enfin, plusieurs vignobles sont nettement moins connus comme celui de la Côte des Bar, entre Bar-sur-Aube et Bar-sur-Seine, ou le Petit Gris de Toul.

Le champagne : un grand vignoble fortement internationalisé

Si la Champagne produit des vins dès le Moyen Âge, l'essor de ceux-ci est lié à une innovation majeure – la champanisation qui produit un vin mousseux se conservant et pouvant se transporter à longue distance – introduite par dom Pérignon (1638/1715), moine de l'abbaye bénédictine d'Hautvilliers (Épernay). Devenue une boisson de prestige et festive, la production passe de 8 millions de bouteilles en 1850 à plus de 325 millions aujourd'hui.

Promu et étroitement surveillé par le CIVC (Comité interprofessionnel du vin de Champagne), le champagne est étroitement contrôlé pour l'essentiel par 300 maisons de négoce qui disposent de leurs propres vignes, rachètent des raisins à de petits producteurs liés par contrats, produisent dans leurs chais et commercialisent celui-ci. Si la maison Ruinard est fondée en 1729, Taittinger en 1734, Laurent Perrier en 1812, Bollinger en 1829 ou Canard Duchêne en

© Armand Colin – Toute reproduction sans autorisation est un délit.

1868, seulement douze grands groupes réalisent aujourd'hui plus de la moitié des expéditions, donc cinq grands groupes particulièrement puissants et appartenant parfois à des grandes firmes du luxe : LVMH (Ruinard, Krug, Mercier, Veuve Clicquot Ponsardin, etc.), Vranken-Pommery (Heidsieck, Pommery, Charles Lafitte, Vranken, etc.), Lancon-BBC (Lanson, Boizel, Chamoine Fréres, Gauthier, de Venoge, etc.), Laurent-Perrier (De Castellane, etc.) et Pernod Ricard (Mumm, Perrier-Jouët, etc.).

La grande culture regroupe les céréales, les oléo-protéagineux et les cultures industrielles (betteraves à sucre, pommes de terre). Elle s'étend principalement sur la Marne, le sud du département des Ardennes, le nord de l'Aube, la plaine d'Alsace, les côtes de Meuse et les environs de Chaumont, Bar-le-Duc et Saint-Dizier. La Champagne crayeuse a connu d'importantes mutations passant d'un espace agricole pauvre à une des terres agricoles les plus riches de France, grâce à un important aménagement rural mené à partir des années 1960 dans le cadre de la Société d'Aménagement des Friches de l'Est créée en 1958. La Champagne dite alors « pouilleuse », constituée de landes de pâturages pour les moutons et de terres agricoles pauvres, va être amendée par drainage, engrais puis irrigation afin de développer la céréaliculture, les cultures fourragères (*cf.* luzerne notamment) et les cultures industrielles.

Le Grand-Est assure 10 % de la production agricole française sur 1,38 million d'hectares. C'est la première région céréalière de l'Union européenne et elle génère 25 % de la production nationale d'orge, de betteraves industrielles et de pommes de terre de féculerie. Les 49 000 exploitations agricoles régionales sont très intégrées aux 2 000 industries agro-alimentaires régionales (Champagne-Ardenne : 17 % des salariés). De très puissantes coopératives jouent un rôle économique majeur, ce qui n'exclut pas la présence de grandes firmes transnationales comme la canadienne McCain à Matougues, à proximité de Châlons-en-Champagne et d'un échangeur de l'autoroute A26, le long de laquelle se localisent de nombreux producteurs de pommes de terre sous contrat avec la firme. Néanmoins, l'une des originalités régionales réside dans l'importance des boissons (*cf.* eaux minérales de Vittel et Contrexéville du groupe suisse Nestlé dans les Vosges, bières, etc.).

La région porte également de vastes massifs forestiers productifs. Les quelque 2 millions d'hectares de forêts (12 % de la surface forestière métropolitaine, 4e région française) produisent 6,8 millions de m³ de bois ronds par an (2e rang), dont 42 % en bois d'œuvre (surtout en Alsace), 34 % en bois d'industrie (surtout en Champagne-Ardenne) et 24 % en bois d'énergie. Une grande variété d'essences se répartit en trois ensembles forestiers : à l'est le massif vosgien en résineux, à l'ouest le massif des Ardennes à 75 % en feuillus

et au centre, en Lorraine, une forte présence du hêtre sur un tiers de la surface forestière (43 % de la récolte nationale de cette essence). La valorisation du bois a lieu aussi bien à l'intérieur des massifs forestiers (220 scieries) qu'à l'extérieur. Par exemple, la papeterie Clairefontaine – fondée en 1858 à Étival-Clairefontaine dans les Vosges sur les bords de la Meurthe – possède aussi l'usine de recyclage de papier d'Éverbal près de Reims depuis 1994. La production de papier est ainsi localisée à proximité immédiate de la matière première (*cf.* usine de Golbey/Épinal du groupe norvégien Norske Skog dans le papier journal). Cependant, les branches industrielles liées au bois sont en crise et perdent des emplois (papier carton, ameublement, travail du bois) face à la concurrence internationale.

Recherche, innovation et pôles de compétitivité

Néanmoins, les espaces en recomposition les plus porteurs de l'image de la Région sont liés à la haute technologie et à l'innovation. Le Grand-Est porte six pôles de compétitivité, tous liés aux grandes villes régionales : Alsace Biovalley, Véhicule du Futur, Fibre Energivie, Hydréos, Agroressources, Matéralia. La recherche régionale est fondée sur la recherche publique et est spécialisée sur les branches industrielles (57 % des dépenses de recherche). La région est la troisième de France en termes de dépôt de brevets.

Trois filières principales d'innovation sont développées. La filière de l'économie verte, en pleine expansion (chimie du végétal, énergies renouvelables, agrocarburants…), est liée à trois pôles de compétitivité (Industrie AgroRessources, pôle à vocation mondiale développé entre la Champagne-Ardenne et la Picardie ; Materalia, pôle à vocation nationale implanté à Charleville-Mézières et à Metz ; et Fibres-Energivie, pôle à vocation nationale installé à Strasbourg). La filière biotechnologie et santé repose sur le pôle de compétitivité à vocation mondiale Biovalley à Illkirch-Graffenstaden. Enfin, la filière Transports est liée aux constructeurs présents dans la région. Les domaines de recherche et d'innovation sont ainsi variés et montrent les capacités de ces vieilles régions industrielles à s'adapter et à se réinventer pour rester des espaces de technologies les plus avancées.

Des espaces en marge ?

En dehors des métropoles et des espaces en recomposition, qu'ils soient agricoles, forestiers ou de haute technologie, il subsiste dans le Grand-Est des espaces qui sont devenus des marges au sein des anciennes Régions, souvent en situation de bordure de celles-ci, et qui se retrouvent aujourd'hui parfois au cœur du nouveau territoire régional.

Ainsi en est-il des Vosges, massif ancien qui s'étire longitudinalement sur 200 km (la région Grand-Est en détient 89 %, répartis sur cinq départements)

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

et un peu plus de 10 % du territoire régional, culminant à 1 424 m au Grand Ballon, et couvert à 60 % de forêts. Cette moyenne montagne est agricole, sylvicole, industrielle et peuplée (10,3 % pop. régionale, 572 000 habitants). Mais les difficultés y sont nombreuses. Elle connaît une forte désindustrialisation, avec la quasi-disparition de certaines branches comme le textile ou la mécanique sous les effets des délocalisations productives vers les pays à bas salaires, ce qui n'empêche pas la présence encore forte des ouvriers puisque 26 % des emplois y sont industriels. L'agriculture de montagne est en recul et se maintient grâce aux subventions et à la labellisation des productions (*cf.* fromage AOP de Munster).

Enfin, les difficultés de circulation sont considérables entre les versants lorrain et alsacien, la traversée s'effectuant par des cols souvent fermés en hiver et par des routes étroites et sinueuses. Pourtant, le massif demeure très fréquenté et intégré aux dynamiques régionales dans le cadre d'une nouvelle économie plus présentielle autour de la mise en valeur du patrimoine paysager et naturel, notamment à partir des deux Parcs naturels régionaux, celui des Vosges du Nord, créé en 1976, et celui des Ballons des Vosges, créé en 1989. Peu à peu, les Vosges deviennent l'espace récréatif de courts séjours des citadins du couloir rhénan et du Sillon lorrain : espace de randonnées en été, de ski en hiver dans l'une des six stations de ski de plus de 10 pistes, repas familiaux le week-end dans l'une des nombreuses fermes auberges…

Des espaces valorisés par leur patrimoine naturel et économique

En raison de sa situation à la croisée des climats océanique, continental et alpin, de la variété de la géologie et de la géomorphologie, mais aussi des pratiques humaines qui ont façonné une mosaïque de milieux, le Grand-Est est une région d'écosystèmes contrastés et riches. Cette richesse est préservée par une couverture significative du territoire en zones de protection des milieux (25 % surface régionale). Le Massif des Vosges, une moyenne montagne qui étend ses 7 300 km² sur trois anciennes Régions (Lorraine, Alsace, Franche-Comté), fait l'objet dans le cadre de la « politique montage » de l'État d'un Schéma Interrégional de Massif signé avec les différentes collectivités territoriales et piloté par un Préfet coordinateur.

Ce schéma met l'accent sur cinq axes (offre touristique, pérennité des ressources, valorisation agricole, amélioration de l'attractivité en termes d'emplois et de services et amélioration de sa gouvernance).

La région comprend déjà 6 Parcs naturels régionaux recouvrant 15 % de la superficie régionale et regroupant 15 % de la population. Trois sont en Champagne-Ardenne : le PNR des Ardennes (1 160 km²), le PNR de la Montagne de Reims (532 km²) et le PNR de la Forêt d'Orient (802 km²). Un se trouve en Lorraine : le PNR de Lorraine (2 194 km²) qui a la particularité d'être composé de deux ensembles assez éloignés l'un de l'autre de part et d'autre de l'aire urbaine de Nancy. Un parc est commun à l'Alsace et à la Lorraine : le PNR des Vosges du Nord (1 220 km²) et un autre parc est commun à l'Alsace, à la Lorraine et à la Franche-Comté : le PNR des Ballons des Vosges (2 915 km²). Deux autres PNR sont en projet : le PNR de l'Argonne, à cheval sur les anciennes Régions Champagne-Ardenne/Lorraine, et le PNR des sources de Saône et Meuse à cheval sur les trois anciennes Régions Lorraine, Champagne-Ardenne et Franche-Comté. Enfin, un parc national est en cours d'élaboration, depuis 2009, au sud de Champagne-Ardenne (Chaumont, Langres) et à cheval sur l'ancienne Région Bourgogne, le PNN « des forêts de Champagne et Bourgogne ».

Sont encore plus en marge les espaces ruraux peu productifs. Ce sont des espaces de faible densité (Haute-Marne : 29,6 hab./km² ; Meuse : 31,2 ; Ardennes : 54) qui connaissent un fort vieillissement sur un axe Charleville-Mézières/Neufchâteau/Langres et de réelles difficultés économiques. S'y concentrent un important décrochage scolaire et des difficultés de lecture sur les départements des Ardennes (11,2 % des jeunes sont en difficulté de lecture en 2014), de la Haute-Marne, des Vosges et de Meuse, des jeunes qui à plus de 15 % ont quitté prématurément le système scolaire, sans obtenir le moindre diplôme. La faiblesse des revenus et l'importance des taux de pauvreté, supérieurs à la moyenne régionale et nationale (Ardennes, 8e département le plus pauvre de France, Haute-Marne, Vosges et Meuse autour de 15 % de taux de pauvreté) traduisent ces difficultés. Face à ces handicaps, une grande partie ouest du Grand-Est est classée en zones de revitalisation rurale (3/4 des communes de Champagne-Ardenne, 45 % des communes de Lorraine).

Tableau 3.4 Les marqueurs socio-économiques des départements en difficulté du Grand-Est

	Ardennes	Haute Marne	Meuse	Vosges	Grand-Est
Densité (hab./km²)	54	29,6	31,2	63,9	97
Indice de vieillissement (1)	68,9	92,3	77,2	82	73,6
Part des moins de 20 ans en difficulté de lecture (%)	11,2	10,6	10,8	10,8	9,5
Taux de pauvreté (%) (2)	19,3	15,6	15,2	15,2	13,8
Niveau de vie médian (euros) (3)	17 620	18 180	18 610	18 400	19 760
Revenu moyen par habitant et par an (euros)	11 674	12 231	11 936	12 250	13 596
Taux de chômage (%) 1er trim. 2016	12,1	9,4	10,0	11,5	10
Part des communes en zone de revitalisation rurale (%)	66,7	90,4	88,4	52,1	53,2

Source : INSEE, 2016.
(1) Rapport entre les plus de 65 ans et les moins de 20 ans dans une population donnée.
(2) Individu ou ménage vivant avec moins de 60 % du niveau de vie médian.
(3) Revenu disponible divisé par le nombre d'unités de consommation.

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

Ces espaces ruraux sont consacrés pour beaucoup à l'élevage bovin selon deux orientations principales : l'élevage bovin laitier (Ardennes, Vosges, est de la Haute-Marne) et la polyculture associée au polyélevage (Meuse, Haute-Marne). Ils portent 25 % de l'emploi agricole régional mais seulement 20 % de la valeur ajoutée agricole régionale. Ils produisent 21,8 millions d'hectolitres de lait par an à 99 % à destination de l'industrie agroalimentaire (9 % prod. nat.), au sein d'exploitations comportant en moyenne 50 têtes de bétail. La production laitière est surtout le fait de la Lorraine (57 %), secondairement de Champagne-Ardenne (29 %). La production de viande bovine augmente (144 400 tonnes/an, 10,4 % prod. nat.). Le Grand-Est est la quatrième région française pour la surface toujours en herbe avec plus de 763 000 hectares. Là aussi une nouvelle économie touristique se développe autour du thermalisme et du tourisme vert, surtout dans le département des Vosges.

Le développement des sites de stockage de déchets radioactifs dans l'Aube et la Meuse

Le développement des usages de l'énergie nucléaire en France depuis des décennies se traduit par la production de déchets radioactifs dont l'augmentation croissante pose aujourd'hui la question du développement de sites de stockage de longue durée. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) dispose dans le Grand-Est de deux sites de stockage situés à l'est de Troyes. Ouvert en 1992, le site de Soulaines – d'une centaine d'hectares dans le canton de Bar sur Aube en pleine forêt champenoise – accueille les déchets de faible ou moyenne radioactivité produits par l'industrie nucléaire (vêtements de protection, pièces mécaniques...), l'industrie minière, les laboratoires de recherche ou la médecine nucléaire. Pouvant accueillir un million de m³ de déchets, il doit fonctionner une soixantaine d'années puis entrer dans une phase de surveillance d'environ 300 ans. Il est complété depuis 2003 par le site voisin de Morvilliers (45 ha) qui accueille des déchets de très faible activité radioactive. Implantés dans une zone de très faible densité humaine en pleines forêts, ils emploient au total environ 200 salariés et disposent de 55 millions d'euros par an de budget de fonctionnement. Depuis 1998, l'ANDRA a choisi le site de Bure, aux limites de la Meuse et de la Haute-Marne, pour lancer la construction d'un centre souterrain de stockage, réversible ou non, de déchets hautement radioactifs de très longue durée (au moins 100 000 ans) dans des couches d'argiles de l'oxfordien à 500 m de profondeur. Les travaux préliminaires en cours s'y heurtent parfois à l'opposition des associations et groupes écologistes.

Enfin, les anciens bassins miniers et sidérurgiques relèvent également d'espaces marginalisés. Ces espaces sont sinistrés, principalement en Lorraine. Vers 1970, cette région produisait, à l'échelle française, le tiers du textile cotonnier et du charbon, les deux tiers de l'acier, les trois quarts de la

fonte et presque tout le minerai de fer (la minette lorraine). Mais la crise du textile et de la sidérurgie a ravagé la région. Entre 1984 et 1994, les mines, concurrencées par les minerais importés à bon marché, ont fermé, puis les usines sidérurgiques avec l'essor des grands pôles sidérurgiques portuaires (*cf.* Dunkerque et Fos), et la concurrence mondiale (*cf.* Chine en 2015-2016). Entre 1968 et 1998, les postes d'ouvriers du textile tombent de 45 000 à 10 000, ceux de la sidérurgie de 90 000 à 14 500 entre 1971 et 1993 alors que les houillères (1947 : 47 000 sal.) ferment tout comme les mines de fer (1963 : 24 500). Les conséquences sociales, économiques et paysagères sont importantes : des taux élevés de chômage, une forte précarité sociale et de vastes friches industrielles et minières à reconvertir ou réaménager.

Les mutations du bassin de Longwy

Le bassin de Longwy, situé au nord de la Lorraine, à la frontière avec la Belgique et le Luxembourg, s'est développé par les industries minière et sidérurgique (hauts fourneaux et aciéries des vallées de la Chiers et de la Moulaine). Mais il est en crise depuis 1961 (arrêt total de la production en 1986), ce qui a nécessité l'intervention publique à partir des années 1980. En 1985, y a été créée la première structure transfrontalière : le Pôle européen de développement (PED) de Longwy, sur 22 communes et plus de 120 000 habitants, afin de favoriser l'installation d'entreprises de main-d'œuvre. Les politiques menées ont permis de dépolluer les sites sidérurgiques, de supprimer les friches industrielles, de « renaturer » l'espace, et d'installer de nouvelles zones d'activités comme celle du Parc international d'activités des Trois Frontières créé en 1988 (500 ha, dont 280 en Lorraine), avec l'installation d'usines automobile (Peugeot) et électroniques (Daewoo, JVC, Panasonic), mais ces dernières ont fermé entre 1996 et 2003, générant de nouvelles friches. Seuls 3 000 emplois ont été créés sur 5 500 prévus. S'en est suivie une reconversion vers le tertiaire marchand, avec l'ouverture du centre commercial Pôle Europe en 2003 (près de 850 emplois), autour duquel se développe une zone d'activités avec d'autres enseignes de distribution (comme Décathlon). Mais, la concurrence belge en la matière est forte (deux hypermarchés, Ikea).

Depuis 2006, le PED de Longwy est inactif, faute de moyens financiers, ceux-ci ayant été affectés à un nouveau projet sur l'agglomération d'Esch-sur-Alzette (Luxembourg) et d'Audun-le-Tiche (France). Il s'agit d'y reconvertir une friche sidérurgique en pôle de services destiné à accueillir 34 000 personnes et 20 000 emplois, dont l'Université de Luxembourg, un centre de recherche, des équipements culturels et sportifs. Ce nouveau périmètre transfrontalier, initié par le Luxembourg en 2009, est porté depuis 2013 par le Groupement européen de coopération territoriale (CGET) Alzette-Belval (170 km², 12 communes). Le projet compte en outre construire des logements et transports publics transfrontaliers, pour encadrer les flux de navetteurs. Mais l'agglomération de Longwy en est exclue. Au total, la partie luxembourgeoise du bassin de Longwy

© Armand Colin – Toute reproduction non autorisée est un délit.

s'est reconvertie vers les services, notamment financiers, tandis que la crise économique s'est muée en une crise sociale de grande ampleur côtés lorrain et belge. Cette situation a conduit à une forte perte de population (-28 % entre 1968 et 1999). Néanmoins, aujourd'hui, le dynamisme luxembourgeois permet un regain démographique par l'installation de travailleurs frontaliers, plus de 42 % de la population active du bassin de Longwy, ce qui accroit sa dépendance à la santé économique du Grand-Duché, et a conduit à une transition vers une économie résidentielle (commerces, services).

Les tentatives de reconversion ont plus ou moins réussi. Plusieurs voies ont été suivies, soit par l'implantation de nouvelles usines à forte main-d'œuvre (*cf.* industries automobiles concentrées sur la Moselle, employant 20 000 personnes, contre 5 000 en 1968), notamment liées à des firmes étrangères, soit par la conversion vers les services, notamment les loisirs. La ville d'Amnéville passe ainsi des hauts fourneaux aux parcs de loisirs (zoo, parcs d'attraction, salles de spectacle, etc.). Néanmoins, l'image de ces espaces reste liée aux paysages des hauts fourneaux, des terrils, des chevalements de mines, une image qui demeure somme toute négative et peu attractive. La tradition métallurgique développée dans les Ardennes dans la vallée de la Meuse, grâce au charbon de bois dès le XVIIe siècle, n'a pas non plus résisté à la crise des années 1960-1970. Il y reste quelques sous-traitants de matériel ferroviaire ou de l'automobile. Désormais, c'est le tourisme qui, au cœur d'une des régions les plus peuplées d'Europe, y anime nombre de petites villes.

Notons enfin le cas particulier du bassin potassique au sud de l'Alsace, au nord-ouest de Mulhouse, dont il ne reste plus que trois chevalements témoins, utilisés comme architecture patrimoniale par l'écomusée voisin. Les mines de potasse, potasse découverte en 1904 entre Ensisheim et Richwiller, ont été mises en activité en 1910 et ont fermé entre 1961 et 2004. En surface, les espaces ont été affectés à des entreprises de logistique ou aux extensions des zones industrielles et commerciales de l'agglomération mulhousienne. En retour, la fin de cette activité a fait cesser les massifs rejets de polluants dans le Rhin qui avaient largement mobilisé les pouvoirs publics allemands et hollandais dans les années 1980-1990.

En conclusion, la nouvelle Région Grand-Est est profondément originale : si sa position est périphérique et frontalière par rapport au reste du territoire métropolitain, elle se situe lorsque l'on change d'échelle d'analyse au cœur de la région la plus riche et la plus peuplée de l'Europe occidentale. Ce qui explique un développement transfrontalier important au sein d'un carrefour majeur du transit européen. Bastion de la révolution industrielle du XIXe siècle, elle porte à la fois un lourd héritage industriel, qui freine l'attractivité d'une partie de son territoire, mais demeure en se renouvelant une des grandes régions économiques du pays. Mais des différences internes

importantes existent, entre une métropolisation croissante et encore renforcée par le développement à venir de la nouvelle Région Grand-Est, une marginalisation accentuée des espaces ruraux de pâturage et de forêt qui créent des coupures physiques entre les grands axes urbains et métropolisés, une distorsion des richesses produites, des revenus et de la pauvreté au profit de l'Alsace et au détriment de la Lorraine et surtout de Champagne-Ardenne. Cette dernière a un profil social et économique plus rural, plus agricole et moins industriel que ses désormais consœurs. De plus, elle semble en marge de la nouvelle entité régionale par son insertion dans l'aire d'influence de Paris et sa participation à des coopérations extérieures à la nouvelle Région dans différents domaines.

C'est donc bien la question de la cohésion, de la mise en cohérence et de la construction d'une identité propre à ce nouvel ensemble territorial composite et contrasté – le Grand-Est – qui est l'enjeu de demain.